

Dimanche, les fidèles passeront des églises à la rue

RD CONGO Il y a un an, les élections étaient reportées... d'un an

► Le 31 décembre 2016, l'Église avait patronné un compromis entre le pouvoir et l'opposition.

► Un an plus tard, elle appelle les croyants à sortir de la messe pour manifester en chantant.

Combien seront-ils à marcher dans les rues de Kinshasa ? Est-ce le fameux « plan B » que l'Église catholique menaçait de mettre en œuvre si les accords de la Saint-Sylvestre 2016 n'étaient pas appliqués ? Ce dimanche, un an après la conclusion d'un accord entre la majorité présidentielle et l'opposition qui prévoyait des

élections en 2017, tous les croyants de l'archidiocèse de Kinshasa, curés et religieux en tête, sont invités par le Comité de coordination des laïcs catholiques (CLC) à sortir des églises après la messe du matin en entonnant des cantiques. Leurs armes seront des chapelets, des bibles, des crucifix. Des bannières blanches flotteront et les rameaux de paix seront brandis.

Depuis des jours, le CLC, qui espère qu'une véritable marée humaine, digne et pacifique, envahira Kinshasa - mais aussi des villes de province -, invite la population à refuser toute forme de violence, notamment contre les policiers. Et les organisateurs demandent aux forces de sécurité d'encadrer les manifestants et de ne pas les réprimer. Les autres cultes - protestants, kimbanguistes, membres des Églises de réveil - ont également été invités à se joindre à cette marche citoyenne.

« Le but que nous poursuivons, nous explique l'historien Isidore Ndaywel, l'un des organisateurs avec le théologien Thierry Nlandu, ce n'est pas l'affrontement mais la paix, l'application des mesures de décripation afin, d'ici les élections, de garantir un climat apaisé. Du reste aucune de nos pancartes n'affichera de slogan politique. » Contrairement à l'opposition qui exige le départ du président Kabila hors mandat depuis le 19 décembre 2017, et laquelle multiplie sans beaucoup de succès les opérations Ville Morte, les catholiques affichent une exigence plus simple. Ils demandent la

libération des prisonniers politiques et la fin des poursuites contre certains opposants, dont Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur du Katanga toujours contraint à l'exil.

L'an dernier en effet, l'accord conclu grâce à la médiation de la conférence épiscopale avait prévu que des prisonniers politiques dits « emblématiques » soient remis en liberté. Mais comme le souligne Léonie Kandolo, membre du CLC, « certains prisonniers ont déjà été amnistiés mais sont toujours en prison, et il y a tous ceux qui sont en exil et ne peuvent rentrer... ».

« Nous ne voulons pas l'affrontement, mais la paix. L'application des mesures de décripation »

THIERRY NLANDU, UN ORGANISATEUR

Rejoignant l'analyse du Rassemblement de l'opposition, les laïcs catholiques mettent en cause la bonne foi du régime. Celui-ci est loin d'avoir décripé l'atmosphère alors que la nouvelle date des élections a été fixée au 23 décembre 2018, ce qui donnera au chef d'État sortant une sorte de bonus de deux années supplémentaires. Et la nouvelle loi électorale est également critiquée tandis que la mise en œuvre d'une « machine à voter » alimente les soupçons de fraude... Autrement dit, la confiance ne règne pas, même si la communauté internationale, qu'il s'agisse des États-Unis ou de l'Union européenne qui maintient la pression des sanctions ciblées, a accepté le calendrier présenté par Kinshasa en soulignant qu'il s'agissait bien d'un « dernier délai ».

Limitant ses exigences aux mesures de décripation, l'Église catholique, dont la position varie d'un diocèse à l'autre, se montre moins radicale, moins sceptique que l'opposition politique. Cette dernière peine à se relever de la disparition d'Étienne Tshisekedi, le seul leader qui aurait pu tenir tête au régime et dont le décès a accéléré les manœuvres de division et de dédoublement des partis politiques (lire ci-dessous à gauche). En outre, le message des chrétiens se veut profondément pacifique alors que les douze mois écoulés ont été marqués par une extension de la violence : toutes les manifestations se sont heurtées à une ré-

pression sévère et des zones du pays jusqu'à présent épargnées comme le Kasai ont vécu de véritables tragédies.

La méfiance des partis d'opposition inspire leur revendication d'une « transition sans Kabila », par laquelle le président actuel céderait la place à une autorité provisoire chargée d'organiser le scrutin dans des conditions acceptées par tous. Pour diriger cette éventuelle « transition sans Kabila », plusieurs noms sont cités, dont celui de l'archevêque de Kinshasa M^{gr} Monsengwo, ou du docteur Mukwege, mais aucun ne fait l'unanimité. Cependant, même contesté par une population qui subit de plein fouet la chute de son pouvoir d'achat (le franc congolais est passé de 900 à 1600 pour un dollar et les salaires des fonctionnaires ne sont plus payés depuis des mois), Joseph Kabila semble encore loin de la « case départ » et il n'a même pas encore fait connaître le nom de son éventuel dauphin. En l'état actuel des choses, dans ce pays verrouillé par les services de sécurité et des unités spéciales de l'armée (peut-être renforcées par des soldats « non Congolais »), seuls un coup de force ou des développements inattendus pourraient faire basculer le régime... ■

COLETTE BRAECKMAN

SCISSON

L'UDPS coupée en deux

La branche du parti UDPS ralliée au Premier ministre nommé par le président Joseph Kabila, Bruno Tshibala, s'est proclamée comme seule légitime face à l'aile historique de l'Union pour la Démocratie et le Progrès social du défunt opposant Étienne Tshisekedi wa Mulumba. « Il n'y aura plus qu'une seule UDPS/Tshisekedi. Celle que nous incarnons. Nous avons désormais la légalité et la légitimité. Personne ne va se prévaloir de cette UDPS », a affirmé le président délégué de cette aile du parti, Tharcisse Loseke, jeudi lors d'une conférence de presse à Kinshasa. (b)

Afrique australe Au cœur des rivalités régionales

L'évolution de la République démocratique du Congo inquiète ses neuf voisins. Tous redoutent d'incontrôlables afflux de réfugiés et la remise en cause de certaines formes de coopération économique, voire de prédation. Le soutien longtemps inconditionnel des alliés d'Afrique australe ne sera peut-être pas éternel.

En Afrique du Sud, à la faveur d'accords économiques (barrage d'Inga et contrats miniers), le président Jacob Zuma a longtemps représenté un allié de taille, mais il est aujourd'hui contesté pour cause de corruption tandis qu'au Zimbabwe, Robert Mugabe, le plus fidèle des amis de Kinshasa, a dû passer la main. En Angola, le président dos Santos n'a pas hésité à faire fermer la frontière au plus fort de la crise du Kasai afin de bloquer l'afflux des réfugiés. Et son successeur Joao Lourenço a prévenu qu'il ne tolérerait aucun débordement.

En Tanzanie, la famille Kabila détient des avoirs importants dans ce pays où elle fut longtemps réfugiée. L'attaque d'une base de la Monusco à Beni, qui a entraîné la mort de quinze Casques

bleus tanzaniens, a traumatisé l'opinion, mais sans pousser pour autant les autorités à retirer leur contingent. Alors que cet assaut, mené par des hommes portant des uniformes de l'armée congolaise, a été attribué à des groupes de rebelles ougandais ADF-Nalu, des sources locales s'interrogent encore sur l'identité réelle des assaillants dont le « savoir-faire » ressemblerait plutôt à celui d'hommes ayant été entraînés au Rwanda. Ce coup de semonce adressé à la Monusco et plus précisément aux Tanzaniens pourrait s'expliquer par de nouvelles alliances inquiétant Kigali : la Tanzanie soutient presque ouvertement le pouvoir de Pierre Nkurunziza au Burundi, dont les miliciens hutus Imbonerakure s'entraînent au Congo. Selon certaines informations, l'ennemi juré du président Kagame, le général Kayumba Nyamwasa, réfugié en Afrique du Sud d'où il dirige le mouvement d'opposition Congrès national rwandais (RNC), aurait déployé des Hutus rwandais dans l'est du Congo et en particulier dans l'Ituri, sans être inquiété par les Tanzaniens, des alliés de fait...

Frappes contre les rebelles

Quant à l'Ouganda, dont seraient issus les prétendus rebelles ADF-Nalu, son attitude pose beaucoup de questions : l'armée ougandaise, en guise de représailles, a affirmé qu'elle avait mené des frappes aériennes contre les ADF, détruit des bases logistiques et tué plus d'une centaine de rebelles du côté d'Eringeti. Mais ni la Monusco ni l'armée congolaise n'ont été associées à ces opérations, et ici aussi des préoccupations économique-politiques se dessinent : la société française Total, qui a obtenu des concessions pétrolières sur la rive ougandaise du lac Albert, a déjà investi 3,5 milliards de dollars (2,9 milliards d'euros) dans la construction d'un pipeline menant à Kisangani (RD Congo), et elle souhaiterait obtenir des concessions pétrolières sur la rive congolaise du lac. Ces intérêts économiques partagés signifient aussi un rapprochement politique de la France tant avec l'Ouganda qu'avec Kinshasa : ce qui ne peut qu'inquiéter le président Kagame qui, le 1^{er} janvier prochain, prendra la présidence de l'Union africaine. ■

C.B.